



## Contact

[leroym1@droitducinema.fr](mailto:leroym1@droitducinema.fr)

## Compétences

- Droit administratif général
- Droit du service public
- Droit public économique
- Droit du cinéma et de l'audiovisuel
- Droit des médias
- Libertés publiques
- Droit constitutionnel

## Activités en ligne



@droitducinema



Marc Le Roy



[www.droitducinema.fr](http://www.droitducinema.fr)



[www.excellencedroit.fr](http://www.excellencedroit.fr)

## Intérêts

Golf (index 7)

Cinéma

Jazz

# Marc Le Roy

Docteur en droit public  
spécialisé en droit administratif, droit du  
cinéma et de l'audiovisuel  
enseignant, auteur et dirigeant d'entreprise

## Activités professionnelles :

- **Depuis 2010** : Création et direction d'Excellence Droit, société assurant de la formation juridique.
- **Depuis 2002** : Chargé de cours à l'Université (ATER, vacataire). Enseignements de divers matières de droit public, du droit de la concurrence et du droit du cinéma. Voir détail ci-après.
- **Depuis 2006** : Rédaction d'une cinquantaine d'articles en droit administratif, droit du cinéma et de l'audiovisuel et libertés publiques. Voir liste des travaux ci-après.
- **Depuis 2010** : Création et rédaction du fascicule du JurisClasseur relatif au droit du cinéma dans le JurisClasseur administratif (*Fasc. n° 267, janvier 2010 actualisation mai 2014*) et dans le JurisClasseur collectivités territoriales (*Fasc. n° 702*). Nouvelle actualisation prévue pour 2019.
- **Depuis 2018** : Assure des formations professionnelles en droit de l'audiovisuel pour l'INA.
- **2020** : Sortie de l'ouvrage [Droit de l'audiovisuel](#), Amazon
- **2016** : Sortie de l'ouvrage [Télévision, cinéma et vidéo à l'ère du numérique. Comprendre la révolution de la consommation audiovisuelle](#), Amazon
- **2007-2010** : Consultant externe pour divers cabinets d'avocats.

## Formation :

- **2002-2007** : Doctorat de droit public sous la direction du professeur Bertrand Seiller. Sujet : L'extension du bloc de légalité administrative. Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
- **2002** : DEA (Master 2 recherche) de droit public général, Université de Tours. Sujet de mémoire : Le droit de la concurrence, source de l'égalité administrative sous la direction du professeur Bertrand Seiller. Mention assez bien.
- **2001** : Maîtrise (Master 1) de droit public général à l'Université de Tours.

## Annexes :

### Liste des cours assurés à l'Université depuis 2002 :

- Cours magistraux de **droit de l'audiovisuel** (2013-2014, M2 Poitiers), (2019-2020, DU Nantes)
- Cours magistraux de droit du cinéma (2018-2019, CEIPI Strasbourg)
- Cours magistraux d'**Institutions publiques** (2012-2020)
- Cours magistraux de **droit de la concurrence** (2012-2020)
- Cours magistraux de **droit administratif** (2012-2020)
- Cours magistraux de **droit public économique** (2012-2014)
- Cours de **Technique d'expression orale** (2005-2011)
  
- Travaux dirigés de **Droit administratif** (2002-2012)
- Travaux dirigés de **Droit constitutionnel** (2006-2010)
- Travaux dirigés de **Finances publiques** (2008-2009)
- Travaux dirigés de **Droit public économique** (2003-2007)
- Travaux dirigés de **Droit du service public** (2004-2009)
- Travaux dirigés de **Science administrative** (2002-2003)

### Liste des travaux :

- Thèse :
  - **L'extension du bloc de légalité administrative**, Thèse rédigée sous la direction de M. le professeur Bertrand Seiller, soutenue le 29 novembre 2007.
  
- Ouvrages :
  - [Droit de l'audiovisuel](#), 2020
  - [Télévision, cinéma et vidéo à l'ère du numérique. Comprendre la révolution de la consommation audiovisuelle](#), 2016
  
- Fascicule du Jurisclasseur :
  - **Création et rédaction du fascicule du Jurisclasseur relatif au droit du cinéma** dans le JurisClasseur administratif (*Fasc. n° 267, janvier 2010 actualisation mai 2014*) et dans le JurisClasseur collectivités territoriales (*Fasc. n° 702*). Mise à jour mai 2014.
  
- Articles :
  - [Nouvelle chronologie des médias : des évolutions trop timides](#), InaGlobal.fr, décembre 2018
  - **Le CSA en fait-il trop (ou pas assez) ?** Legipresse, février 2018, p. 74

- **Le CSA veut révolutionner la régulation de l'audiovisuel en ligne (La fin de la récréation définitivement sifflée pour la vidéo en ligne ?), *Le Monde* 15 décembre 2016**
  - **Réforme de la classification des films : des propositions décevantes, *InaGlobal.fr* 7 mars 2016**
  - **Réforme de la classification des films : comment fait-on à l'étranger ?, *InaGlobal.fr* 26/11/2015**
  - **Pour une remise à plat du système de classification des films, *InaGlobal.fr*, août 2015**
  - **Un scénariste peut-il tout se permettre ? (*Inaglobal*, 23 mai 2014)**
  - **Netflix fera-t-il exploser le modèle audiovisuel français ? (*Inaglobal.fr*, 24 février 2014)**
  - **Netflix 1 – 0 France (*Inaglobal.fr*, 4 avril 2014)**
  - **Une circulaire de bon sens** (circulaire Taubira sur les enfants nés de GPA à l'étranger), (*Journal Le Monde* édition du 8 février 2013 (pages débats), p. 22)
  - **Publicité à la TV pour les films « actuellement au cinéma » : oui ou non ? (*inaglobal.fr*, juillet 2013)**
  - **La diffusion des œuvres cinématographiques à la télévision : sur quelques problématiques contemporaines**, (*Lamy immatériel* juillet 2012, p.71)
  - **Le financement de la numérisation des salles de cinéma**, (*Légipresse* 2010, p. 437)
  - **Autorisation d'ouverture de salles de cinéma : le Conseil d'Etat entre culture et zone de chalandise**, (*JCP Entreprise et affaires* 2011, étude n°1157)
  - **La nouvelle chronologie des médias**, (*Communication et commerce électronique* 2011, étude n°5)
  - **Italie, Grèce : quand la démocratie représentative marque le pas**, (*Le Monde.fr*, pages Débats, 17 novembre 2011)
  - **La Ve République est-elle devenue un régime pleinement parlementaire ?**, (*Le Monde.fr*, pages Débats, 9 décembre 2010)
  - **Le film « Hors la loi » va-t-il avoir un avenir juridictionnel ?**, (*Le Monde.fr*, pages Débats, 22 octobre 2010)
  - **De la célérité de l'action publique...en certaines circonstances**, (*Le Monde.fr*, pages débats, 19 mai 2010)
  - **Libres propos sur l'affaire Pérol et le transfert des agents publics vers le secteur privé**, (*Dalloz* 2009, p. 2121)
  - **Le maire, le mannequin et la protection de la dignité humaine**. (*AJDA* 2008, p. 80)
  - **Transparence et fictivité à l'épreuve de la notion d'établissement public**. (*JCP A* 2008, étude n° 2014)
  - **Réflexions sur le service public municipal d'exploitation cinématographique**. (*Droit administratif* 2008, étude n° 18)
  - **L'imperfection croissante des critères d'identification de la délégation de service public**. (*AJDA* 2008, p. 2268)
  - **Récupérer une aide publique**. (*Revue du droit public* 2009, p. 1007)
  - **La protection des mineurs et les œuvres cinématographiques**, (*Inaglobal.fr*, 6/6/12)
  - **La chronologie des médias à la croisée des chemins**, (*Inaglobal.fr*, 29/02/2012)
- **Commentaires :**
    - **France Télévisions contre Playmédia : clap de fin (CE 24 juillet 2019, France Télévision c/ Playmédia et Cass. 1<sup>ère</sup> Civ. 4 juillet 2019, *Légipresse* novembre 2019**

- [Visa d'exploitation : quand l'objectif d'information et la dénonciation atténue la violence \(visa du film Salafistes, CE 5 avril 2019, Sté Margo cinéma\), AJDA 2019, p. 1761](#)
- **Nouvelles dispositions sur la classification des films : une réforme en trompe-l'œil, (Décret n° 2017-150 du 8 février 2017 relatif au visa d'exploitation cinématographique),** Légipresse 2017, p. 218
- **Huit ans après sa sortie en salles, le Conseil d'Etat confirme logiquement que le film Antichrist aurait dû être interdit aux mineurs,** (CE 13 janvier 2017, n°397819), JCP G 2017, n° 248
- **Films interdits aux moins de 18 ans : ce qui change.** (Décret n° 2017-150 du 8 février 2017 relatif au visa d'exploitation cinématographique), InaGlobal.fr, février 2017
- **Sausage Party : Le sexe, la violence et le film d'animation, (TA de Paris, Ord. 14 décembre 2016, Association Promouvoir),** Dalloz.fr, Débats, décembre 2016
- **Sexe au cinéma : vers une unification bienvenue de la notion de pornographie ? (CAA Paris, 12 juillet 2016, Association Promouvoir),** AJDA 2016, p. 2221
- [Classification des films : le Conseil d'Etat modifie sa jurisprudence sur la prise en compte des scènes de sexe non simulées \(CE 30 septembre 2015 rendu au sujet du film Love\),](#) Legipresse 2015, p. 615
- **Visa d'exploitation du film SAW 3D : la décision du Conseil d'Etat est-elle plus effrayante que le film ?,** AJDA 2015, p. 1599
- **Publication du Règlement général des aides financières du CNC : quels apports ?,** Légipresse avril 2015
- **Un acte d'autorité du CSA nécessaire mais dérisoire,** InaGlobal.fr mars 2015
- **Partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée : une codification à droit constant et quelques modifications du fond du droit. Commentaire du décret n° 2014-794 du 9 juillet 2014 relatif à la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée,** JCP A 2014, comm. n° 2205.
- **Responsabilité des personnes publiques en matière de propriété littéraire et artistique : compétence unique du juge judiciaire par dérogation aux principes gouvernant la responsabilité des personnes publiques.** Commentaire des arrêts du Tribunal des conflits de 7 juillet 2014 (2 espèces), M. M. c/Département de Meurthe-et-Moselle, n° C3955 ; M. M. c/Maison départementale des personnes handicapées de Meurthe-et-Moselle, n° C3954 (*Lamy immatériel 2014, n° 3552*)
- **Légalité des aides régionales à la production cinématographique : une nécessaire clarification.** Commentaire du jugement du Tribunal administratif de Lyon, 3 avril 2014, *M. Etienne Tête, (Lamy Immatériel, juillet 2014)*
- **Visa d'exploitation de Nymphomaniac volumes 1 et 2 : rappel à l'ordre par le juge des référés :** Commentaire des décisions du TA de Paris des 28 janvier et 5 février 2014, Association Promouvoir (*Légipresse mars 2014, p. 169*)
- **Nymphomaniac censuré. Vraiment ?** (*Inaglobal.fr, 3 mars 2014*)
- **Réflexion sur la diffusion à la télévision des programmes interdits aux mineurs : un régime perfectible :** Commentaire de la décision du CSA du 3 janvier 2013 mettant en demeure la société *Multithématiques, Mélanges en l'honneur de Grégoire Forest, Dalloz, 2014, p. 107*
- **Déploiement d'un réseau très haut débit par les collectivités territoriales : mode d'emploi :** commentaire de la décision du Trib. UE, 16 septembre 2013 (*JCP A, 28 avril 2014 n° 2133*)
- **Autorégulation de la publicité : au risque du puritanisme :** commentaire Décision du Jury de déontologie de la publicité, 16 janv. 2013, Alloresto.fr (*Lamy Immatériel, avril 2013, p. 34*)
- **Du caractère pédagogique de l'attribution des visas d'exploitation cinématographiques :** commentaire CE 29 juin 2012, Association promouvoir, (*JCP G 2012, comm. n° 942*)

- **Répartition des compétences juridictionnelles en matière de troubles anormaux de voisinage dus à une antenne-relai : la mise à jour d'un contentieux byzantin** : commentaire des décisions du TC 14 mai 2012, (6 espèces) (*Lamy Immatériel, août-septembre 2012, p. 61*)
- **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les droits d'exploitation d'une œuvre cinématographique (sans jamais oser le demander)...** : commentaire de la décision de la CJUE du 9 février 2012, Martin Luksan c/ Petrus Van der Let (*Lamy immatériel, mai 2012, p. 52*)
- **Police administrative et antennes-relais : clarification et centralisation des compétences** : commentaire des décisions du Conseil d'Etat Ass. du 26 octobre 2011, SFR... (3 espèces), (*Lamy immatériel, février 2012, p. 44*)
- **Neutralité politique négative du service public de l'enseignement supérieur : une fausse bonne idée ?** : Commentaire de l'ordonnance du Conseil d'Etat du 7 mai 2011, Ecole Normale supérieure (*JCP G 2011, comm. n° 795*)
- **Le financement de la numérisation des œuvres cinématographiques**, (*Décryptage, Légipresse octobre 2011, p. 569*).
- **Respect du droit d'auteur et du droit à l'image par les personnes publiques : le rôle du juge administratif**, commentaire de la décision du CE du 27 avril 2011, Mme F. et autres. (*Lamy droit de l'immatériel en novembre 2011, p. 16*)
- **Les conséquences du décret du 22 février 2010 sur le contentieux des visas d'exploitation des films** : Commentaire de l'ordonnance du CE du 6 décembre 2011, Association promouvoir (*Lamy droit de l'immatériel avril 2011, éclairage n°2307*)
- **Représentation artistique de l'histoire et police administrative** : le contrôle du juge : Commentaire de l'ordonnance du TA de Nice du 31 mai 2010, Préfet des Alpes-Maritimes, (*DA août-septembre 2010 comm. n° 121*)
- **La numérisation des salles de cinéma à l'épreuve du droit de la concurrence** : Commentaire de l'avis de l'Autorité de la concurrence n° 10-A-02 du 1<sup>er</sup> février 2010 relatif à l'équipement numérique des salles de cinéma (*Légipresse, septembre 2010, p. 211*)
- **La régulation de l'ouverture à la concurrence des paris en ligne par la CJCE** : Commentaire de la décision de la CJCE du 8 septembre 2009, Liga Portuguesa de Futebol Profissional, Bwin International Ltd. c/ Departamento de Jogos da Santa Casa. (*AJDA 2009, p. 2184*)
- **Commentaire de l'avis du Conseil de la concurrence 10 juillet 2008 relatif à l'intervention des collectivités locales dans le domaine des salles de cinéma**. (*Contrats et marchés publics 2009, Ctaire n° 23*)
- **Droit des stagiaires inventeurs : une décision pour rien ?** : Commentaire du jugement du Tribunal administratif de Paris, M. Puech du 11 juillet 2008 (*Communication-Commerce électronique 2009, étude n°13*)
- **De la bonne utilisation de l'interdiction des films aux moins de 18 ans** : Commentaire de la décision du Conseil d'Etat du 6 octobre 2008, Société Cinéditions, n° 311017 (*AJDA 2009, p. 544*)